



## **ASIE/MYANMAR – Appel en faveur du respect des droits ethniques et religieux des minorités**

Yangon (Agence Fides) – Un fort appel en faveur du respect des droits ethniques et religieux des minorités au Myanmar : c'est ce qu'a lancé un groupe d'ONG comprenant l' Human Rights Watch, la Christian Solidarity Worldwide (CSW), la Chin Human Rights Organization (CHRO) et la Kachin Women Association Thailand (KWAT). Le forum demande à la communauté internationale, et en particulier aux Etats-Unis et à l'Union européenne, de faire pression afin que de tels thèmes soient introduits dans l'agenda des réformes au Myanmar. Dans une note envoyée à Fides, Salai Za Uk Ling, militant de la CHRO, raconte que des enfants et de jeunes chrétiens d'ethnie Chin « sont contraints à se convertir au bouddhisme dans le cadre de ce qu'il est convenu d'appeler des écoles de développement pour la formation des jeunes, gérées par les militaires ». « La discrimination sur base religieuse et ethnique est profondément enracinée et institutionnalisée. Les réformes devraient démanteler les structures qui mettent en œuvre l'assimilation forcée des minorités ethniques et religieuses » affirme-t-il.

Le forum des ONG rappelle « l'offensive de l'armée birmane contre les civils dans l'Etat Kachin, le conflit et les souffrances des Rohingyas au sein de l'Etat Rakhine ainsi que les violations continues de la liberté religieuse et d'autres droits humains dans l'Etat Kachin ». Il demande donc de « continuer à exercer une forte pression sur la Birmanie afin qu'elle affronte les violations des droits humains et que le gouvernement de Thein Sein s'engage dans un processus de paix significatif » permettant « un accès immédiat des aides humanitaires dans les zones en question ».

Selon les derniers épisodes rapportés, dans l'Etat de Chin, une jeune fille de 13 ans a été violée par des militaires et de nombreux jeunes ont été contraints à de lourds travaux par l'armée. Les ONG mentionnent également la question cruciale de la liberté religieuse, qui est foulée aux pieds, affirmant que « garantir la parité des droits aux minorités ethniques et religieuses constitue une étape fondamentale sur le chemin de la démocratie, de la liberté et de la paix durable ». (PA) (Agence Fides 22/03/2013)